

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

**Arrêté interministériel du 12 Rajab 1432
correspondant au 14 juin 2011 fixant les limites,
conditions et les modalités d'occupation du
périmètre de protection autour des installations
et infrastructures de transport et de distribution
d'électricité et de gaz.**

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu le décret n° 84-105 du 12 mai 1984 portant institution d'un périmètre de protection des installations et infrastructures ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 02-194 du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 portant cahier des charges relatif aux conditions de fourniture de l'électricité et du gaz par canalisation ;

Vu le décret exécutif n° 07-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 10-331 du 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010 fixant les limites du périmètre de protection autour des installations et infrastructures de transport et de distribution, d'hydrocarbures, d'électricité et de gaz, notamment ses articles 5 et 14 ;

Arrêtent :

Dispositions générales

Article 1er. — En application des dispositions des articles 5 et 14 du décret exécutif n° 10-331 du 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les limites, les conditions et les modalités d'occupation du périmètre de protection autour des installations et infrastructures de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations et infrastructures ci-après énumérées :

1. les installations et infrastructures de transport d'énergie électrique dont la tension est supérieure à cinquante (50) KV, y compris les postes électriques ;

2. les installations et infrastructures de distribution moyenne tension dont la tension est supérieure à un (1) KV et inférieure ou égale à cinquante (50) KV ;

3. les installations et infrastructures basse tension dont la tension est inférieure ou égale à un (1) KV ;

4. les installations de production d'électricité ;

5. les installations et infrastructures de gaz haute pression destinées au marché national ;

6. les installations et infrastructures moyenne et basse pression.

Art. 3. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

• **Installations et infrastructures électriques :** ensemble constitué de lignes aériennes, câbles souterrains, transformateurs, postes ainsi que d'annexes et auxiliaires, des liaisons d'interconnexions internationales, des postes de transformation ainsi que leurs équipements et annexes, tels que les équipements de téléconduite et de télécommunications, les équipements de protection, les équipements de contrôle, de commande et de mesure servant à la transmission d'électricité à destination des clients, des producteurs et des distributeurs ainsi qu'à l'interconnexion entre centrales et réseaux électriques.

• **Installations et infrastructures gaz :** ensemble constitué de canalisations, postes de sectionnement et de détente, ainsi que d'annexes et auxiliaires tels que les équipements de téléconduite et de télécommunications, les équipements de protection, les équipements de contrôle, de commande et de mesure du gaz destiné au marché national.

• **Installations de production de l'électricité :** ensemble composé d'une ou plusieurs unités ou groupes de production de l'électricité y compris les turbines, les alternateurs, les chaudières, les transformateurs, le système de contrôle commande ainsi que les équipements auxiliaires nécessaires au bon fonctionnement des installations (poste d'évacuation et autres auxiliaires de production). Ces équipements sont regroupés sur un même site et exploités par le même producteur.

• **Installations et infrastructures de distribution publique de gaz haute pression :**

– les canalisations et leurs installations annexes et terminaux, de pression absolue de service supérieure à dix-sept (17) bars destinés au marché national ;

– les stations de compression de gaz naturel ;

– les stations de stockage de gaz de pétrole liquéfié destiné à la distribution par réseau de canalisations ;

– tout autre moyen de stockage de gaz naturel, gaz naturel liquéfié ou gaz de pétrole liquéfié à des fins de distribution publique.

• **Installations et infrastructures de distribution publique de gaz en moyenne et basse pression :** les réseaux, conduites et canalisations de distribution, stations et installations de conditionnement et de stockage, ainsi que les postes de détente, dont la pression absolue est inférieure ou égale à dix-sept (17) bars.

• **Exploitant :** la personne morale ou physique qui exploite l'ouvrage concerné par les travaux projetés.

• **Responsable des travaux :** la personne chargée pour le compte d'une personne morale ou physique d'exécuter des travaux situés à proximité des installations et infrastructures électriques et gazières.

Délimitations des périmètres de protection

Art. 4. — Les limites du périmètre de protection des installations et infrastructures visées ci-dessus sont définies par rapport à la nature de l'ouvrage d'une part, et par rapport à la tension ou la pression de l'ouvrage concerné, d'autre part.

Ces limites sont définies comme suit :

1. LIGNES ELECTRIQUES :

a) **lignes électriques aériennes à l'intérieur des agglomérations :**

• une distance de trois (3) mètres de part et d'autre pour les installations de tension nominale inférieure à cinquante (50) KV ;

• une distance de cinq (5) mètres de part et d'autre pour les installations de tension nominale supérieure à cinquante (50) KV ;

• une distance d'un (1) mètre de part et d'autre pour les installations de tension nominale inférieure ou égale à un (1) KV ;

b) **lignes électriques aériennes à l'extérieur des agglomérations :**

• une distance de quinze (15) mètres de part et d'autre des lignes électriques de tension supérieure à un (1) KV ;

• une distance de vingt-cinq (25) mètres de part et d'autre des lignes électriques de tension supérieure à cinquante (50) KV.

c) **lignes électriques souterraines :**

— une distance d'un mètre cinquante (1,50) de part et d'autre des lignes souterraines de toutes catégories.

2. INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE L'ELECTRICITE :

• une distance de vingt (20) mètres au-delà de la clôture.

3. INSTALLATIONS ET INFRASTRUCTURES GAZ :

a) **Installations et infrastructures de distribution publique de gaz haute pression (HP) situées hors des agglomérations :**

• une distance de vingt (20) mètres pour tous travaux de terrassement ou fouilles n'excédant pas une profondeur de cinq (5) mètres ;

• une distance de quarante (40) mètres pour tous travaux de fouilles excédant une profondeur de plus de cinq (5) mètres notamment ceux susceptibles de transmettre des vibrations aux installations et infrastructures de gaz concernées ;

• une distance de soixante-quinze (75) mètres pour les travaux et opérations concernant des projets de construction assujettis à la réglementation relative aux installations classées et présentant des risques d'incendie ou d'explosion, ou à la réglementation relative aux établissements recevant du public ;

b) **installations et infrastructures de distribution publique de gaz haute pression (HP) situées en zones d'agglomérations :**

• une distance de dix (10) mètres de séparation par rapport aux constructions et bâtiments occupés par des personnes et non fréquentés par le public ;

• une distance de dix (10) mètres de séparation par rapport au bord des routes et des voies de circulation ;

• une distance de quinze (15) mètres de séparation par rapport au rail le plus proche des voies de transport ferroviaire ;

c) **installations et infrastructures de distribution publique de gaz de moyenne pression :**

• une distance de trois (3) mètres pour tous travaux à proximité des installations et infrastructures de gaz de moyenne pression.

Exécution de travaux à proximité des installations et infrastructures d'énergie électrique et gazière

Art. 5. — Les distances ou limites du périmètre de sécurité telles que fixées ci-dessus constituent des distances minimales devant être respectées, lors de l'exécution de tous types de travaux à proximité des installations et infrastructures visées au présent chapitre, notamment les travaux énumérés ci-après, à titre indicatif :

1. exécution de terrassements pour construction ou modification de canaux ou fossés, voies ferrées, routes, parkings, ponts, passages souterrains ou aériens, fosses, fondations de bâtiments, de murs, de clôtures ou d'autres installations et infrastructures ;

2. travaux de pose entrepris par des tiers, déplacement ou enlèvement de canalisations, drains, branchements enterrés de toute nature et interventions diverses sur ces installations et infrastructures ;

3. fouilles, fonçages horizontaux, défonçages, enfoncements par battage ou tout autre procédé mécanique de piquets, pieux, palplanches, sondes perforatrices etc... ;

4. circulation hors voirie de véhicules pesant en charge plus de 3,5 tonnes au total, emprunts ou dépôts de matériaux ;

5. pose d'éléments d'ancrage ou de haubanage aériens ou souterrains ;

6. travaux de génie agricole tels que drainage, sous-solage, curage de fossés ;

7. plantations d'arbres et autres travaux effectués à l'aide de moyens mécaniques ;

8. travaux de démolition.

Art. 6. — Outre les délimitations du périmètre de protection définies ci-dessus, les travaux à proximité des lignes électriques tiennent compte d'une « distance minimale d'approche » définie par l'exploitant, en deçà de laquelle aucune intervention n'est admise.

Il est tenu compte, pour la détermination de la distance minimale précitée, des minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension :

- de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de l'installation électrique, notamment de la ligne aérienne,
- de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés lors des travaux.

Des conditions d'occupation du périmètre de protection à proximité des installations et infrastructures électriques et gazières

Art. 7. — Tout entrepreneur public ou privé ou artisan qui envisage la réalisation d'ouvrages sur un territoire d'une commune est tenu, au stade de l'élaboration du projet de se renseigner auprès de ladite commune sur l'existence des installations et infrastructures citées à l'article 1er ci-dessus.

Une demande de renseignement doit être adressée à l'exploitant de l'ouvrage concerné suivant le modèle joint à l'annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de répondre dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de la demande de renseignements.

Art. 8. — Les entrepreneurs publics ou privés ou artisans chargés de l'exécution des travaux doivent adresser une déclaration d'intention de commencement des travaux, à l'exploitant concerné par les travaux projetés, suivant le modèle joint à l'annexe 2 du présent arrêté.

Cette déclaration doit être reçue par l'exploitant dix (10) jours au moins avant la date de début des travaux, et après réception par l'entrepreneur ou l'artisan chargé de l'exécution des travaux, de la réponse à la demande de renseignements.

Si la déclaration d'intention de commencement des travaux n'est pas notifiée par l'entrepreneur ou l'artisan chargé de l'exécution des travaux dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de la réponse de l'exploitant à la demande de renseignements, cette dernière doit être renouvelée. Dans ce cas, l'exploitant est tenu de répondre dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de cette déclaration.

Art. 9. — L'exploitant dispose du libre accès au chantier pendant toute la durée des travaux pour vérifier le respect des normes de sécurité et des conditions d'exécution des travaux.

L'exécution de ces travaux ne doit constituer aucune gêne à l'accès des installations et infrastructures électriques et gazières et à leur exploitation normale. En cas d'inobservation de ces mesures, la responsabilité de l'exécutant des travaux est engagée.

Il reste entendu que les éventuels frais induits pour la mise hors tension ou hors service des installations et infrastructures ou autres seront à la charge du demandeur.

Art. 10. — Dans le cas de travaux à proximité de lignes aériennes, le responsable des travaux est tenu de prendre contact avec l'exploitant pour s'informer de la valeur des tensions et des distances à respecter, et établir, s'il y a lieu, la déclaration d'intention de travaux.

Art. 11. — Pour les travaux effectués à proximité de canalisations de gaz, l'exploitant arrête, en commun accord avec l'exécutant des travaux, les mesures à prendre tant en ce qui concerne la stabilité de l'ouvrage que la sécurité des personnes.

L'exploitant, sous sa responsabilité et avec un maximum de précisions possible, communique tous renseignements en sa possession sur l'emplacement des installations et infrastructures situées à proximité du lieu où les travaux sont projetés en y joignant les recommandations techniques et de sécurité en vigueur.

En cas d'interruption des travaux, l'exploitant doit en être avisé ; il en est de même et préalablement à toute reprise desdits travaux.

**Des modalités d'occupation du périmètre
de protection à proximité des installations
et infrastructures électriques et gazières
et de mise en œuvre des prescriptions de sécurité**

Art. 12. — Le responsable des travaux ne peut travailler à proximité d'une installation électrique ou gazière, située au voisinage du périmètre de protection tel que prévu notamment à l'article 4 ci-dessus, que dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- soit qu'il ait obtenu de l'exploitant une attestation de mise hors tension ou hors service de l'ouvrage ;
- soit après mise en place d'obstacles efficaces par l'exploitant ;
- soit qu'il ait fait procéder par l'exploitant à une isolation efficace des parties sous tension (méthode utilisée uniquement sur installations et infrastructures basse tension) quand il s'agit d'un ouvrage électrique.

En tout état de cause, le dispositif arrêté doit être notifié, par écrit, par l'exploitant au responsable des travaux.

En cas de désaccord entre le responsable des travaux et l'exploitant, soit sur la possibilité de mettre l'ouvrage hors tension ou hors service, soit sur les mesures à prendre pour assurer la protection des personnes, les contestations doivent être portées par le responsable des travaux auprès du service compétent du ministère chargé de l'énergie.

Lorsqu'il s'agit d'une installation électrique, l'exploitant est tenu de poser au moins une mise à la terre et en court-circuit à proximité immédiate du chantier. Il reste entendu que le contact avec les installations et infrastructures électriques demeure interdit.

Le travail ne peut commencer que lorsque le responsable des travaux est en possession d'une attestation confirmant la mise hors tension ou hors service de l'installation.

En cas de cessation, d'interruption ou de fin de travaux, le responsable des travaux doit s'assurer que son personnel a évacué le chantier ou que celui-ci ne court aucun risque.

Il établit, alors, et signe l'avis de fin de travaux qu'il remet à l'exploitant : cette remise vaut décharge.

Si pour des contraintes impérieuses de continuité de service, l'exploitant ne peut effectuer la mise hors tension ou hors service demandée, il devra le notifier par écrit au responsable des travaux.

L'exploitant, doit alors, avant le début des travaux, et en accord avec le responsable desdits travaux, arrêter les mesures de sécurité à prendre.

Le responsable des travaux devra porter ces mesures à la connaissance des personnes travaillant sous sa direction ou avec lui.

Ces mesures consistent notamment en :

- l'isolation par habillage des conducteurs en basse tension ;

- la réalisation des mises hors de portée des installations et infrastructures à proximité desquelles les travaux sont projetés.

Art. 13. — Lorsque des travaux de terrassement, de fouilles, de forages et autres opérations d'enfoncement doivent être effectués à proximité des installations et infrastructures électriques ou gazières souterraines de quelque catégorie que ce soit, la limite de parcours de ces installations doit, dans tous les cas, être balisée de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peinture ou tout autre dispositif ou moyen équivalents. Ce balisage doit être réalisé par le responsable des travaux en tenant compte des informations recueillies auprès de l'exploitant. Il doit être effectué avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 9 ci-dessus, des précautions supplémentaires sont mises en œuvre par le responsable des travaux pour assurer la sécurité des intervenants. En outre, lorsque l'exploitant, pour une raison qu'il juge impérieuse, estime ne pas pouvoir mettre hors tension ou hors service l'ouvrage souterrain concerné, le responsable des travaux est tenu de désigner une personne compétente pour surveiller les personnes participant au travail ou à l'opération et de les alerter dès qu'elles s'approchent ou approchent leurs outils des distances définies ci-dessus.

Art. 14. — Lorsque des engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention, doivent être utilisés ou déplacés au voisinage d'un ouvrage électrique ou gazier souterrain, et que l'exploitant, pour une raison qu'il juge impérieuse, estime qu'il ne peut mettre hors tension ou hors service l'installation électrique ou gazière souterraine, les emplacements à occuper et les itinéraires à suivre par ces engins doivent être choisis de sorte qu'aucune partie de ces engins ne s'approche de la limite de la zone de protection.

Le responsable des travaux devra en pareilles circonstances, requérir la présence de l'exploitant. Il demeure établi que celle-ci ne le dégage pas de sa responsabilité en cas d'atteinte de l'ouvrage.

Art. 15. — Lors de l'exécution des travaux, le réalisateur desdits travaux demeure responsable de tout dommage causé aux installations et infrastructures de l'exploitant. A ce titre, il est tenu de faire procéder par lui-même ou par l'exploitant, et à ses frais, à la remise en état desdites installations et infrastructures.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1432 correspondant au 14 juin 2011.

Le ministre de l'intérieur
et des collectivités locales
Daho OULD KABLIA

Le ministre de l'énergie
et des mines
Youcef YOUSFI

ANNEXE I

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR L'EXISTENCE ET L'IMPLANTATION D'INSTALLATIONS
ET INFRASTRUCTURES ELECTRIQUES ET/OU GAZIERES**

Destinataire

DEMANDEUR

Nom et prénom ou dénomination : maître d'ouvrage / maître d'œuvre

AUTEUR DU PROJET

Adresse

Téléphone

Fax

Afin de recevoir des exploitants d'installations et infrastructures toutes les indications utiles, remplissez la rubrique ci-après avec le maximum de précisions. Adresse (numéro, nom de la voie) ou localisation cadastrale (subdivision, numéro de parcelle, section, lieu-dit)

EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Adresse

Code postal

Commune

Wilaya

NATURE DES TRAVAUX

- | | | |
|-------------------------------|----------------|-----------------------------|
| • Démolition | • Canalisation | • Solage |
| • Construction | • Remblaiement | • Carottage |
| • Abattage / Elagage d'arbres | • Terrassement | • Curage de fosses / berges |
| • Fouilles | • Drainage | |

Autres

ENGINS UTILISES

Afin de recevoir des exploitants d'installations et infrastructures toutes les indications utiles, remplissez cette rubrique avec le maximum de précisions.

CALENDRIER DES TRAVAUX

Date prévue pour le commencement

Durée probable

IMPORTANT : Cette demande doit être envoyée aux exploitants avant tout début d'exécution des travaux.

ATTENTION : Cette formalité ne dispense pas l'exécutant des travaux de souscrire une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès de chaque exploitant d'installations et infrastructures concernés par le projet.

ANNEXE II

**DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX OU OPERATIONS
A PROXIMITE D'UNE INSTALLATION ELECTRIQUE OU GAZIERE**

Destinataire

DECLARANT

Nom	Prénom
Profession	
Adresse	
Commune	Wilaya
Téléphone	Fax

TRAVAUX / OPERATIONS

Date prévue pour le commencement	Durée probable
Nature	
Lieu / Adresse	
Commune	Wilaya

EXECUTANT DES TRAVAUX

- Moi-même
- L'entreprise désignée ci-dessous :

ENTREPRISE

Nom et prénom / Dénomination	
Adresse	
Commune	Wilaya
Téléphone	Fax

SIGNATURE DU DECLARANT

وزارة الطاقة والناجم

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 12 رجب عام 1432 الموافق 14 يونيو سنة 2011، يحدد حدود محيط الحماية حول المنشآت والهيكل الأساسية لنقل وتوزيع الكهرباء والغاز وشروط وكيفيات شغله.

إن وزير الداخلية والجماعات المحلية،
ووزير الطاقة والناجم،

- بمقتضى المرسوم رقم 84 - 105 المؤرخ في 11 شعبان عام 1404 الموافق 12 مايو سنة 1984 والمتضمن تأسيس محيط لحماية المنشآت والهيكل الأساسية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 247 المؤرخ في 2 ربيع الأول عام 1415 الموافق 10 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير الداخلية والجماعات المحلية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 194 المؤرخ في 15 ربيع الأول عام 1423 الموافق 28 مايو سنة 2002 والمتضمن دفتر الشروط المتعلقة بشروط التموين بالكهرباء والغاز بواسطة القنوات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والناجم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 10 - 331 المؤرخ في 23 محرم عام 1432 الموافق 29 ديسمبر سنة 2010 الذي يحدد حدود محيط الحماية حول المنشآت والهيكل الأساسية لنقل وتوزيع المحروقات والكهرباء والغاز، لا سيما المادتان 5 و14 منه،

يقرآن ما يأتي :

أحكام عامة

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادتين 5 و14 من المرسوم التنفيذي رقم 10 - 331 المؤرخ في 23 محرم عام 1432 الموافق 29 ديسمبر سنة 2010 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد حدود محيط الحماية حول المنشآت والهيكل الأساسية لنقل وتوزيع الكهرباء والغاز وشروط وكيفيات شغله.

المادة 2 : تطبق أحكام هذا القرار على المنشآت والهيكل الأساسية المذكورة كما يأتي :

1 - المنشآت والهيكل الأساسية لنقل الطاقة الكهربائية ذات ضغط أكبر من 50 كيلوفولط بما فيها المراكز الكهربائية،

2 - المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع ذات الضغط المتوسط حيث يكون الضغط أكبر من واحد (1) كيلوفولط وأصغر من 50 كيلوفولط أو يساويها،

3 - المنشآت والهيكل الأساسية ذات الضغط المنخفض حيث الضغط أصغر من واحد (1) كيلوفولط أو يساويها،

4 - منشآت إنتاج الكهرباء،

5 - المنشآت والهيكل الأساسية للغاز ذات الضغط العالي الموجهة للسوق الوطنية،

6 - المنشآت والهيكل الأساسية ذات الضغط المتوسط والمنخفض.

المادة 3 : يقصد في مفهوم هذا القرار بما يأتي :

* المنشآت والهيكل الأساسية الكهربائية :

مجموعة تتكون من الخطوط الهوائية والكوابل الأرضية والمحولات والمراكز وكذا الملحقات والمنشآت الفرعية وخطوط الربط الدولية ومراكز التحويل وكذا تجهيزاتها وملحقاتها مثل تجهيزات التحكم عن بعد والاتصالات السلكية واللاسلكية وأجهزة الوقاية وأجهزة الرقابة والضبط والقياس التي تستعمل لنقل الكهرباء نحو الزبائن والمنتجين والموزعين وكذا الربط البيني بين محطات الإنتاج الكهربائية والشبكات الكهربائية،

* المنشآت والهيكل الأساسية الغازية :

تتكون من القنوات ومحطات فصل الغاز وخفض ضغطه وكذا الملحقات والمنشآت الفرعية كتجهيزات التحكم عن بعد والاتصالات السلكية واللاسلكية وأجهزة الوقاية وأجهزة الرقابة والضبط وقياس الغاز الموجه للسوق الوطنية،

* منشآت إنتاج الكهرباء :

إنتاج الطاقة الكهربائية التي تحتوي على وحدة أو عدة وحدات أو مجموعات لإنتاج الكهرباء بما في ذلك التوربينات والمولدات والغلايات والمحولات وأنظمة

* مسافة ثلاثة أمتار (3 م) من جانبي المنشآت التي يقل جهدها الاسمي عن 50 كيلوفولت.

* مسافة خمسة أمتار (5 م) من جانبي المنشآت التي يفوق جهدها الاسمي عن 50 كيلوفولت.

* مسافة متر واحد (1 م) من جانبي المنشآت التي يقل جهدها الاسمي عن واحد (1) كيلوفولت أو يساويها.

ب - خطوط كهربائية هوائية خارج المناطق العمرانية :

* مسافة خمسة عشر (15 م) مترا من جانبي محور الخطوط الكهربائية ذات ضغط أكبر من واحد (1) كيلوفولت.

* مسافة خمسة وعشرين (25 م) مترا من جانبي محور الخطوط الكهربائية ذات ضغط أكبر من 50 كيلوفولت.

ج - خطوط كهربائية أرضية :

* مسافة متر وخمسين سنتيمترا (1,50 سم) من جانبي الخطوط الأرضية لكل الأصناف.

2 - منشآت إنتاج الكهرباء :

* مسافة عشرين مترا (20 م) وراء السياج.

3 - المنشآت والهيكل الأساسية للغاز :

أ - المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع العمومي للغاز ذات الضغط العالي الموجودة خارج المناطق العمرانية :

* مسافة عشرين مترا (20 م) بالنسبة لكل أشغال الردم أو التنقيب التي لا يتعدى عمقها 5 أمتار.

* مسافة أربعين مترا (40 م) بالنسبة لأشغال الحفريات التي يتعدى عمقها أكثر من 5 أمتار لا سيما تلك التي يمكن أن تنقل اهتزازات إلى المنشآت والهيكل الأساسية للغاز المعنية.

* مسافة خمسة وسبعين مترا (75 م) بالنسبة للأشغال والعمليات الخاصة بمشاريع البناء الخاضعة للتنظيم والمتعلقة بالمنشآت المصنفة وتمثل أخطار الحريق أو الانفجار، أو الخاضعة للتنظيم والمتعلقة بالمؤسسات الخاصة باستقبال الجمهور.

التحكم وكذا التجهيزات الفرعية الضرورية لحسن تشغيل المنشآت (مراكز الصرف والمنشآت الفرعية للإنتاج). تجمع هذه التجهيزات في نفس الموقع ويستغلها نفس المنتج،

* المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع العمومي للغاز ذات الضغط العالي :

- القنوات ومنشآتها الملحقة ومحطاتها النهائية ذات الضغط المطلق في حالة الخدمة التي تفوق 17 بارا والموجهة للسوق الوطنية،

- محطات كبس الغاز الطبيعي،

- محطات تخزين غاز البترول السائل المخصص للتوزيع بواسطة شبكة من القنوات،

- أي وسيلة أخرى لتخزين الغاز الطبيعي أو الغاز الطبيعي السائل أو غاز البترول السائل لأغراض التوزيع العمومي،

* المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع العمومي للغاز ذات الضغط المتوسط والمنخفض :

- شبكات وأنابيب وقنوات التوزيع ومحطات ومنشآت التكييف والتخزين وكذا محطات التمدد التي يقل ضغطها المطلق عن 17 بارا أو يساويها.

* **المستغل** : هو الشخص المعنوي أو الطبيعي الذي يستغل المنشأة المعنية بالأشغال المقررة.

* **مسؤول الأشغال** : الشخص المكلف لحساب شخص معنوي أو طبيعي بتنفيذ الأشغال الموجودة بالقرب من المنشآت والهيكل الأساسية للكهرباء والغاز.

تحديد حدود محيطات الحماية

المادة 4 : تعرف حدود محيط الحماية للمنشآت والهيكل الأساسية والمذكورة أعلاه حسب طبيعة المنشأة من جهة وحسب جهد أو ضغط المنشأة المعنية من جهة أخرى.

تضبط هذه الحدود كما يأتي :

1 - الخطوط الكهربائية :

أ - خطوط كهربائية هوائية داخل المناطق العمرانية :

4 - الحركة خارج الطرق للمركب التي تزن بحمولتها أكثر من 3,5 طن في مجملها والاستعارات أو مستودعات المواد،

5 - وضع عناصر التثبيت أو التوجيه الجوي أو الأرضي،

6 - الأعمال الهندسية الفلاحية كصرف المياه والسرايب وتنظيف الخنادق،

7 - زراعة الأشجار والأشغال الأخرى المعدة بواسطة الوسائل الميكانيكية،

8 - أشغال الهدم.

المادة 6 : زيادة على ضبط حدود محيط الحماية المذكورة أعلاه، يجب أن يؤخذ بعين الاعتبار في الأشغال التي تكون بالقرب من الخطوط الكهربائية " المسافة الدنيا المقربة " التي يحددها المستغل والتي لا يقبل أي تدخل في حالة تجاوزها.

كما يؤخذ بعين الاعتبار، عند تحديد المسافات الدنيا المذكورة أعلاه، التي ينبغي احترامها بالنسبة للقطع الناقلة العارية التي تكون عادة تحت الضغط :

* من كل التحركات الممكنة للقطع الناقلة العارية تحت الضغط، للهيكل الكهربائي لا سيما الخط الهوائي،

* من كل التحركات والتنقلات والاهتزازات والاختراقات أو السقوط الممكن للآلات المستعملة أثناء الأشغال.

شروط شغل محيط الحماية بالقرب من المنشآت والهيكل الأساسية للكهرباء والغاز

المادة 7 : يتعين على كل مقاول عمومي أو خاص أو حرفي ينوي إنجاز منشآت في إقليم بلدية، أن يطلب معلومات لدى هذه البلدية حول وضعية المنشآت الموجودة والمذكورة في المادة الأولى أعلاه وذلك في مرحلة إعداد المشروع.

يجب أن يوجه طلب المعلومات لمستغل المنشأة المعنية تبعا للنموذج المرفق في الملحق الأول بهذا القرار.

يتعين على المستغل أن يردّ في أجل شهر واحد (1) ابتداء من تاريخ استلام طلب المعلومات.

ب - المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع العمومي للغاز ذات الضغط العالي الموجودة في المناطق العمرانية :

* تفصل مسافة عشرة أمتار (10 م) بالنسبة للبنىات والعمارات المشغولة من طرف الأشخاص والتي لا يتردد عليها الجمهور .

* تفصل مسافة عشرة أمتار (10 م) بالنسبة لحافة الطرقات وطرق التنقل.

* تفصل مسافة خمسة عشر مترا (15 م) بالنسبة لطرقات النقل بالسكك الحديدية الأقرب منها.

ج - المنشآت والهيكل الأساسية للتوزيع العمومي للغاز ذات الضغط المتوسط :

* مسافة ثلاثة أمتار (3 م) بالنسبة لكل الأشغال المحاذية للمنشآت والهيكل الأساسية للغاز ذات الضغط المتوسط.

تنفيذ الأشغال بالقرب من المنشآت والهيكل الأساسية للطاقة الكهربائية والغازية

المادة 5 : تكون المسافات أو حدود محيط الحماية كما هي محددة أعلاه، مسافات دنيا يجب احترامها أثناء إنجاز كل أنواع الأشغال بالقرب من الهياكل والمنشآت المذكورة في هذا الفصل، لا سيما الأشغال المذكورة كما يأتي على سبيل البيان :

1 - القيام بأشغال الردم لإنجاز أو تعديل قنوات أو حفر أو سكك حديدية أو طرقات أو مواقف سيارات أو جسور أو ممرات أرضية أو هوائية أو أنفاق أو أسس عمارات وحيطان أو أسيجة أو منشآت وهيكل أساسية أخرى،

2 - أشغال الإرساء المباشرة من الغير وتحويل أو نزع قنوات ومصارف المياه وخطوط الوصل المدفونة من كل نوع والتدخلات المختلفة على هذه المنشآت والهيكل الأساسية،

3 - الحفريات وعمليات التنقيب الأفقية والكسور والتعزيزات عن طريق الدفع أو كل إجراء ميكانيكي آخر للأوتاد وألواح التدعيم وآلات السبر الثاقبة إلخ..،

يبلغ المستغل، تحت مسؤوليته وبحد أقصى من التوضيحات الممكنة، كل المعلومات التي يحوزها بخصوص مكان المنشآت والهيكل الأساسية الموجودة بالقرب من مكان الأشغال المقررة مع إرفاق التوصيات التقنية والأمنية المعمول بها.

في حالة توقف الأشغال يجب إعلام المستغل بذلك وكذلك الأمر بصفة مسبقة بالنسبة لكل استئناف لهذه الأشغال.

كيفية شغل محيط الحماية بالقرب من المنشآت والهيكل الأساسية الغازية والكهربائية وتطبيق التدابير الأمنية

المادة 12 : لا يمكن مسؤول الأشغال العمل بالقرب من منشأة كهربائية أو غازية تقع بجوار محيط الحماية كما هو منصوص عليه، لا سيما في المادة 4 أعلاه، إلا في إحدى الحالات من الشروط الآتي ذكرها :

* في حالة حصوله من المستغل، على شهادة وضع المنشأة خارج الضغط أو الخدمة،

* في حالة وجود عوائق وضعها المستغل،

* في حالة ما إذا كلف المستغل بالقيام بعزل الأجزاء تحت الضغط بفعالية (طريقة مستعملة فقط في المنشآت والهيكل الأساسية ذات الضغط المنخفض) عندما يتعلق الأمر بمنشأة كهربائية.

وفي كل الحالات، يجب أن يعلن المستغل عن الإجراء المقرر كتابيا لمسؤول الأشغال.

وفي حالة عدم الاتفاق بين مسؤول الأشغال والمستغل سواء على إمكانية وضع المنشأة خارج الضغط أو الخدمة أو على التدابير التي يجب اتخاذها لضمان سلامة الأشخاص، يجب أن يقدم مسؤول الأشغال الاعتراضات لدى المصلحة المختصة بالوزارة المكلفة بالطاقة.

وعندما يتعلق الأمر بمنشأة كهربائية، فإنه يتعين على المستغل أن يضع على الأقل، تحت التراب دارة كهربائية قصيرة مباشرة بالقرب من الورشة. وللعلم فإن ملامسة المنشآت والهيكل الأساسية الكهربائية تبقى ممنوعة.

المادة 8 : يجب على المقاولين العموميين أو الخواص أو الحرفيين المكلفين بتنفيذ الأشغال تقديم تصريح بنية البدء في الأشغال للمستغل المعني بهذه الأشغال المقررة حسب النموذج المرفق في الملحق رقم 2 لهذا القرار.

يجب أن يرسل هذا التصريح إلى المستغل قبل عشرة (10) أيام على الأقل من تاريخ بدء الأشغال وبعد تسلم المقاول أو الحرفي المكلف بإنجاز الأشغال الرد على طلب المعلومات.

إذا لم يبلغ المقاول أو الحرفي المكلف بإنجاز الأشغال التصريح بنية بدء الأشغال في أجل أقصاه شهر واحد (1) ابتداء من تاريخ استلام رد المستغل على طلب المعلومات، يجب تجديد هذا التصريح وفي هذه الحالة، يتعين على المستغل الرد في أجل سبعة (7) أيام ابتداء من تاريخ استلام هذا التصريح.

المادة 9 : يمكن المستغل الدخول الحر إلى الورشة أثناء مدة الأشغال، لمراقبة مقاييس الأمن وشروط إنجاز الأشغال.

يجب أن لا يعرقل إنجاز الأشغال مدخل المنشآت والهيكل الأساسية الكهربائية والغازية، وكذا استغلالها الطبيعي. في حالة عدم احترام هذه التدابير فإن المسؤولية تقع على عاتق منجز الأشغال.

وللعلم، فإن التكاليف المحتملة المترتبة عن وضع المنشآت والهيكل الأساسية خارج الضغط أو خارج الخدمة أو غير ذلك، تكون على عاتق صاحب الطلب.

المادة 10 : يتعين على مسؤول الأشغال، في حالة ما إذا كانت الأشغال بالقرب من الخطوط الهوائية أن يتصل بالمستغل للاطلاع على مقدار الضغط والمسافات التي يجب احترامها، وإعداد التصريح بنية الأشغال، عند الاقتضاء.

المادة 11 : فيما يخص الأشغال المنجزة بالقرب من قنوات الغاز، فإن المستغل يقرر بالاتفاق مع منفذ الأشغال التدابير التي يجب اتخاذها فيما يخص استقرار المنشأة وسلامة الأشخاص.

بغض النظر عن الإجراءات المنصوص عليها في المادة 9 أعلاه، يجب أن يتخذ مسؤول الأشغال احتياطات إضافية لضمان أمن المتدخلين. وزيادة على ذلك، عندما يقدر المستغل لسبب يراه ملحا، عدم إمكانية وضع المنشأة الأرضية المعنية خارج الضغط أو الخدمة، يجب على مسؤول الأشغال أن يعين شخصا مؤهلا لمراقبة الأشخاص المشاركين في العمل أو في العملية ويحذرهم حين يقتربون أو يقربون أدواتهم دون المسافات المحددة أعلاه.

المادة 14 : عندما يكون استعمال شاحنات للردم أو النقل أو الرفع أو المناولة أو تحويلها إلى جانب منشأة كهربائية أو غازية أرضية ضروريا وعندما يقدر المستغل لسبب يراه ملحا، عدم إمكانية وضع المنشأة الكهربائية أو الغازية الأرضية خارج الضغط أو الخدمة، يجب اختيار المواقع التي يتم شغلها والمسار الواجب اتباعه من هذه الشاحنات بكيفية تجنب اقتراب جزء منها من حدود منطقة الحماية.

كما يجب على مسؤول الأشغال في مثل هذه الظروف أن يطلب حضور المستغل ويبقى هذا الأخير ملزما بمسؤوليته في حالة التعدي على المنشأة.

المادة 15 : إن منجز الأشغال يبقى أثناء إنجازها مسؤولا عن أي خسائر تلحق بالمنشآت والهيكل الأساسية للمستغل. وبهذه الصفة، يتعين عليه القيام بنفسه أو من المستغل وعلى حسابه الخاص بإعادة هذه المنشآت والهيكل الأساسية إلى حالتها الأصلية.

المادة 16 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 12 رجب عام 1432 الموافق 14 يونيو سنة 2011.

وزير الطاقة والناجم
يوسف يوسف

وزير الداخلية
والجماعات المحلية
دحو ولد قابلية

لا يمكن مسؤول الأشغال أن يشرع في العمل إلا عندما يكون حائزا شهادة تؤكد أن المنشأة خارج الضغط أو الخدمة.

يجب على مسؤول الأشغال، في حالة توقف أو قطع أو نهاية الأشغال أن يتحقق من أن مستخدميه قد أخلوا الورشة وأنهم ليسوا معرضين لأي خطر.

ويعد حينئذ تقرير نهاية الأشغال يوقعه ويسلمه إلى المستغل. ويعد هذا التسليم نهاية مسؤوليته.

إذا كانت ظروف ملحة تمنع استمرارية الخدمة لا يمكن المستغل بسببها أن يضع المنشأة خارج الضغط أو الخدمة المطلوبة، ويجب أن يبلغ ذلك كتابيا إلى مسؤول الأشغال.

يجب على المستغل حينئذ قبل بداية الأشغال، وبتوافق مع مسؤول هذه الأشغال، تحديد تدابير الأمن التي يجب اتخاذها.

يجب على مسؤول الأشغال أن يعلم الأشخاص العاملين تحت مسؤوليته أو معه، بهذه التدابير.

وتتمثل هذه التدابير، لا سيما فيما يأتي :

* العزل بواسطة تلبيس المواصلات ذات الضغط المنخفض،

* إنجاز حواجز خارج متناول المنشآت والهيكل الأساسية التي توجد بالقرب من الأشغال المزمع إنجازها.

المادة 13 : عندما يكون القيام بأشغال الردم والحفر والتنقيب أو عمليات التفرغ الأخرى ضروريا بالقرب من المنشآت والهيكل الأساسية الكهربائية أو الغازية الأرضية من أي صنف كانت، يجب أن تكون حدود منطقة منع البناء في جميع الحالات، معلمة بشكل ظاهر بواسطة لافتات ورايات وأعلام صغيرة أو صور أو أي إجراء أو وسيلة مماثلين. ويجب أن ينجز مسؤول الأشغال هذه العلامات مع مراعاة المعلومات المستقاة من المستغل. كما يجب أن تنجز قبل البدء في الأشغال وتبقى موجودة خلال كل مدة الأشغال.

الملحق الأول

بيان طلب معلومات حول وجود المنشآت والهياكل الأساسية الكهربائية و/أو الغازية وإقامتها

المرسل إليه :

صاحب الطلب

الاسم واللقب أو التسمية : صاحب المشروع / مكتب الدراسات

القائم بالمشروع

العنوان

الهاتف

الفاكس

استلام كل المعلومات الضرورية من مستغلي المنشآت والهياكل الأساسية، يجب ملء الخانة أدناه بأقصى درجة من الوضوح. العنوان (رقم، اسم الطريق) أو المخطط العمراني (المقاطعة - رقم القطعة - الفرع - المكان المذكور).

مكان الأشغال

العنوان

الرمز البريدي

البلدية

الولاية

طبيعة الأشغال

* الهدم

* قناة

* السرايب

* البناء

* تسوية الأرض

* الحفر

* قطع / تقليم الأشجار

* الردم

* تنظيف الخنادق / المصارف

* التنقيب

* صرف المياه

غيرها

الشاحنات المستعملة

استلام كل المعلومات الضرورية من مستغلي المنشآت والهياكل الأساسية، يجب ملء هذه الخانة أدناه بأقصى درجة من الوضوح

جدول الأشغال

التاريخ المقرر لبدء الأشغال

المدة المحتملة

هام : يجب إرسال هذا الطلب إلى المستغلين قبل أي بدء في إنجاز الأشغال.

حذار : هذا الاجراء لا يعفي من تنفيذ الأشغال من اكتتاب تصريح بنية البدء في الأشغال لدى كل مستغل المنشآت والهياكل الأساسية المعنية بالمشروع.

الملحق 2

التصريح بنية البدء في الأشغال أو العمليات
بالقرب من المنشآت الكهربائية أو الغازية

المرسل إليه :

المصرح

الاسم	اللقب
المهنة	
العنوان	
البلدية	الولاية
الهاتف	الفاكس

الأشغال / العمليات

التاريخ المقرر لبدء الأشغال	المدة المحتملة
طبيعة الأشغال	
العنوان / المكان	
البلدية	الولاية

منفذ الأشغال

* أنا شخصيا

* المؤسسة المعينة أدناه :

المؤسسة

الاسم واللقب / التسمية	
العنوان	
البلدية	الولاية
الهاتف	الفاكس

إمضاء المصرح